

CIBLE

FMI

Dans ce monde qui bouge, comme on dit, il y a en qui ne changent pas. Par exemple les experts du Fonds monétaire international : mêmes certitudes idéologiques, mêmes recettes mondialement diffusées...

Penché sur notre propre pays, qui n'est heureusement pas obligé de se soumettre à ses contraintes, le FMI juge que la politique française de l'emploi est beaucoup trop coûteuse.

Que faire ? La solution est lumineuse : réduire les dépenses publiques affectées à l'emploi afin de « remettre les gens sur le marché du travail ». Autrement dit : moins il y aurait d'aides et d'allocations, plus les gens accepteraient des boulots pénibles et mal payés.

Pour le FMI, il importe peu qu'il y ait toujours plus de travailleurs pauvres, s'il y a assez de consommateurs riches ou suffisamment à l'aise pour entretenir l'activité économique. Nous avons cent fois démontré que ce schéma contredisait à la fois la justice sociale et le développement économique. Soulignons donc simplement la morale de l'histoire : notre gouvernance ultra-libérale pêche encore par sensiblerie humanitaire.

Patience : Nicolas Sarkozy mettra fin à ce sentiment d'un autre âge.

ÉTUDIANTS

Scandale de la pauvreté

Sibony

**L'énigme
antisémite**

p. 6-7

Médias

**La drogue
américaine**

p. 5

Cousine Adèle n'a rien compris

Attachés au principe de transparence, nous publions ci-dessous la lettre privée qu'Adèle Cussec, résidant à Saint-Rémy-sur-Deule, a adressée à sa cousine Angélique Lacane, notre fidèle collaboratrice. Nos lecteurs parisiens excuseront la naïveté de ce regard provincial.

M a bonne Angélique, Tu me dis toujours que je suis en retard de quatre ou cinq modes. De passage à Paris, j'ai donc voulu me mettre au goût du jour. Le 25 octobre, je suis allée au Palais de Chaillot pour le lancement de *Pink TV*, annoncé dans le journal. On ne m'a pas laissée rentrer (j'avais pourtant ressorti la robe longue que je portais au mariage de Tante Adeline, en mai 1958) mais j'ai vu des tas de gens très connus : Claire Chazal, Michel Field, Étienne Mougeotte par exemple. J'ai demandé s'ils étaient homosexuels. On m'a dit que non mais qu'il fallait *en être* car c'était *tope* ou *taupe* - j'ai pas bien entendu.

- Donc tout le monde était là, même ceux qui n'en sont pas.

Voilà ce que j'ai finement fait observer à mon voisin, un jeune homme très correct qui

m'a expliqué que les gens qui n'étaient pas homosexuels mais qui étaient leurs amis (aux homos) s'appelaient les *gay friendly*. Un monsieur (il ressemblait à Sacha Guitry !) a ajouté que les amis des homos étaient aussi les amis des lesbiennes, des *bi* et des *trans* et que lui (le monsieur) avait beaucoup de sympathie pour les sados et les masos. Pourrais-tu, chère Angélique, m'expliquer de quoi il retourne ?

Le lendemain, dans le journal, j'ai lu que cette soirée trop taupée était *dédiée*, entre autres, à Alexandre le Grand et à Jules César. Mais si on oublie qu'Alexandre épousa la belle Roxane, est-ce qu'on n'insulte pas les femmes ? En ce cas, les *Chiennes de garde* ne sont-elles pas en droit de faire un procès à *Pink TV* ? Quant à César, on oublie de dire qu'il avait un fils et que ce fils en était. Je cite : *tu quoques, fili*, toi aussi, mon fils ?

Un autre point me tracasse : la soirée rose était également *dédiée* aux homosexuels déportés. Pourrais-tu me dire, ma bonne Angélique, combien de Français ont été jetés dans les camps nazis en raison de leurs mœurs ? Et puis, j'ai lu que des chefs nazis étaient homosexuels, et aussi beaucoup de collaborateurs français, et même Jean Genet, qui admirait les nazis et qui appréciait leurs faveurs (1). Cela veut-il dire que la pratique de l'homosexualité ne garantit pas une conduite démocratique ?

J'en viens au fond de l'affaire. La bonne société parisienne a célébré la naissance d'une chaîne vouée à la *culture homo et lesbienne*. Bon. Mais un titre de *Libération* du 23 octobre me saute à l'œil : *Pink TV* est « *Un modèle inédit, avec le porno en guise de credo - C'est avec le X que Pascal Houzelot espère attirer la majorité des abonnés* ».

Dois-je comprendre que la culture homo, c'est le porno ou que le porno permet d'attirer le public (homo et non homo) vers la culture homo ? Si le porno est la voie d'accès privilégiée à la culture homo, ne faudrait-il pas diffuser des films pornographiques dans les classes de philosophie avant toute étude de Platon ? Mais ne faudrait-il pas diffuser des films pornographiques homos et hétéros, afin de respecter le principe d'égalité ?

Toujours dans le journal, j'ai lu que *Pink TV* était lancée avec de l'argent de TF1. S'agit-il de préparer les cerveaux homos et lesbiens à boire plus de Coca Cola que les cerveaux hétérosexuels, au motif que les homos auraient plus d'argent ? J'en ai parlé à notre cousin Paul qui est *du bâtiment* comme on disait autrefois et qui vit de petits boulots dans les fermes : il m'a dit qu'il n'avait même pas de quoi se payer un abonnement à la chaîne rose et qu'il se fichait pas mal de ces minauderies de bourgeois et d'intellos parisiens. Puis il m'a parlé du prix de l'essence, en me versant une deuxième verveine. Je me demande s'il n'est pas devenu marxiste !

Je ne sais vraiment plus où j'en suis, ma pauvre Angélique. Réponds-moi vite. Je ne peux pas te dire que je t'embrasse, car tu vas croire que je suis devenue *Drague Kouïne* comme on dit à Paris.

Adèle CUSSEC

(1) Sur ce point, Adèle est bien renseignée. Cf. l'ouvrage de Ivan Jablonka - « *Les vérités inavouables de Jean Genet* », Seuil, 2004, prix franco : 23 €.

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Cousine Adèle n'a rien compris - p.3 : Un accord à juger sur pièces - Cannelle - p.4 : Attac en tenaille - Un jeu de dupes - p.5 : Amérique accros - p.6/7 : L'énigme antisémite - p.8 : Papegai - Lendemain de guerre - p.9 : Qu'est-ce que l'autorité ? - p.10 : Rousseau - Blondin sinon rien - p.11 : Action royaliste - p.12 : Éditorial : De la misère en milieu étudiant.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Un accord à juger sur pièces

Concilier le droit de grève et préserver la liberté de déplacement des usagers des transports en commun en cas de conflit, tel était l'enjeu des négociations sur la prévention des conflits, relancées depuis de longs mois à la SNCF entre la direction et les syndicats sous l'impulsion du gouvernement.

Après une première tentative infructueuse en 2000, les partenaires sociaux, dont la CGT, majoritaire à la SNCF avec 47 % des suffrages aux dernières élections au comité d'entreprise en 2004, sont parvenus à un accord le 28 octobre dernier. Une procédure de veille sociale et d'anticipation des conflits sera prochainement mise en place. Dès qu'un sujet de conflit apparaîtra les organisations de salariés et la direction de l'entreprise disposeront de dix jours pour résoudre le problème par la négociation. Si, malgré tout, la grève éclatait, les protagonistes seront contraints de maintenir le contact, et ne pourront plus pratiquer la politique de la chaise vide comme le faisait jusqu'à présent la direction de la SNCF.

Le gouvernement et la CGT s'en tirent la tête haute. Pour Jean-Pierre Raffarin et Gilles de Robien, le ministre des

Transports, il s'agissait, avant tout, de tenir un engagement électoral fait par le candidat Chirac en 2002 (imposer un service minimum) sans remettre en cause le droit de grève, inscrit dans la Constitution, et déclencher un conflit social majeur : dossier empoisonné dont ils se seraient bien passés, mais que la majorité parlementaire - notamment les libéraux de l'UDF - ne se lassait pas de remettre sur le tapis. D'où les pressions exercées sur Louis Gallois, le PDG de l'entreprise publique, pour aboutir à un accord, coûte que coûte. Ce n'est donc pas par hasard que, quelques jours auparavant, un accord sur les augmentations de salaire était signé... Une manière comme une autre d'acheter la paix sociale.

Pour la CGT, il s'agissait, d'abord, de montrer aux salariés de l'entreprise que l'on devait plus que jamais compter avec elle. Il lui fallait, également, s'affirmer face aux

autres syndicats, surtout vis-à-vis de Sud qui, depuis son apparition, progresse (14 % en 2004, contre 7 % deux ans plus tôt). La CGT devait aussi montrer à ses militants qu'elle demeure incontournable et que son évolution vers un syndicalisme de *contestation constructive* est la seule qui vaille. Enfin, cet accord permet à l'organisation de Bernard Thibault de se présenter comme le seul interlocuteur valable du gouvernement, face à une CFDT qui panse ses plaies et subit actuellement une hémorragie, notamment à la SNCF où elle est passée de 19 % à 7 % en deux ans.

Cet accord est-il annonciateur d'un renouveau du dialogue social et d'une nouvelle pratique syndicale ? Rien n'est moins sûr. D'abord, c'est à l'usage qu'il faudra juger de son efficacité. Ensuite, il y a trop d'arrière-pensées, de part et d'autre, pour pouvoir tabler sur un renouveau du dialogue social. Il ne faut pas perdre de vue, également, qu'il s'agit là d'une entreprise publique : il en ira tout autrement dans le privé face à un patronat intransigent. Enfin, la CGT a fait, là, un pari risqué : dans toutes les entreprises publiques (du moins ce qu'il en reste) ou les administrations (notamment aux Impôts), on constate qu'elle stagne au profit de petits syndicats comme Sud, plus revendicatifs. Il n'est donc pas dit que si elle devait, elle aussi, perdre des militants, elle ne reviendrait pas à un syndicalisme de combat.

Nicolas PALUMBO

Cannelle

Le 2 novembre, une ourse nommée Cannelle a été abattue par un chasseur dans les Pyrénées. Elle laisse un « orphelin », ourson âgé de quelques mois.

Dès le lendemain, à 13 h. 33, le président de la République déplorait par voie de communiqué « une grave perte pour la biodiversité » et, à 15 h. 24, M. Serge Lepeltier, ministre de l'écologie, soulignait qu'il s'agissait d'une « catastrophe écologique » et annonçait que l'État se porterait partie civile. Le 4 novembre, le même ministre était sur les lieux.

Les commentateurs se sont peu intéressés au chasseur, qui a tiré parce qu'il était menacé par l'animal. Le nombre de dépêches et d'articles consacrés à ce fait divers pyrénéen montre qu'il a été traité comme un drame national.

Le 2 septembre, deux inspecteurs du travail en mission, un homme et une femme, ont été abattus par un exploitant agricole périgourdin. Le président de la République n'a pas fait de déclaration sur ce double assassinat. Le Premier ministre non plus. Les communiqués des ministres concernés (MM. Borloo et Gaymard) s'en tenaient à une compassion minimale.

Devant l'indignation des collègues des deux victimes et des syndicats, un communiqué glacial assura que le ministre délégué aux Relations du travail (et non M. Borloo, ministre de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale) « se rendra le moment venu à Périgueux pour être à côté des agents et leur exprimer sa solidarité ».

Les médias ont traité ce drame national comme un simple fait divers.

Jacques BLANGY

Vous désirez ne pas perdre contact et être tenus au courant ?

Consultez l'espace NAR-Info :

<http://www.narinfo.fr.st>

Abonnez-vous aux "Actualités royalistes"

en envoyant un courriel à :

NouAcRoyal@aol.com

Attac en tenaille

Pris au piège des extrémistes trotskistes et islamistes lors du *Forum social* de Londres, le mouvement Attac va se trouver dans une nouvelle contradiction s'il fait campagne pour le non au référendum sur le traité européen.

Très estimable dans sa critique de l'ultra-libéralisme et dans son souci d'éducation populaire, le mouvement Attac ne parvient pas à sortir des contradictions du mouvement altermondialiste qu'il a largement contribué à lancer.

Voici quelques mois, le mouvement semblait s'être à peu près remis des prestations anarcho-passéistes de José Bové. Mais ce fut pour tomber, lors du *Forum social européen* de Londres (cf. *Royaliste* n° 846) dans le piège tendu par les trotskistes et les islamistes : lors de ce forum totalement contrôlé par le *Socialist Workers Party* (auquel la LCR du gentil Besancenot est alliée), Bernard Cassen a été violemment confronté à l'intolérance de djihadistes hurlant leur haine de la France raciste - pour cause de loi sur les signes religieux.

Comme l'alliance mortifère des extrémistes semble l'avoir emporté, Attac tente de sortir du piège en proposant que des Forums sociaux se tiennent sur le plan national. Le projet est pertinent, puisque les politiques sociales sont conçues et mises en œuvre par l'État national : seul un nouveau gouvernement issu d'un bouleversement électoral pourra nous délivrer des prétendues *contraintes de marché* et du carcan imposé par la Banque centrale européenne.

Mais voici qu'une nouvelle contradiction se profile : très critique sur le « traité constitutionnel », le mouvement Attac prépare pour le 19 mars une « *manifestation unitaire* » à Bruxelles. *Unitaire* ? Cela signifie qu'Attac, qui entend « combattre l'inspiration néolibérale de la construction européenne » va se retrouver au coude à coude avec la *Confédération Européenne des Syndicats* qui diffuse et met en œuvre une idéologie néolibérale.

Il est facile de deviner que cette manifestation hétéroclite, où les nostalgiques du léninisme vont côtoyer des organisations démocratiques qui approuvent ou qui s'opposent au « traité constitutionnel », se fera sur des mots d'ordre fleurant bon la guimauve. On réclamera *plus d'Europe sociale* et on se quittera en toute bonne conscience - mais en ayant une fois de plus abusé des dizaines ou des centaines de milliers de militants.

Or il est inutile d'espérer une clarification politique aboutissant à l'éviction des extrémistes trotskistes et djihadistes et des complices avoués de l'ultra-libéralisme. Cette clarification ferait exploser Attac qui, comme la plupart des organisations, souhaite avant tout persévérer dans son être.

Annette DELRANCK

Un jeu de dupes

Lorsque M. Barroso décida de remanier la liste des membres de la Commission sous la pression de certains députés européens, ceux-ci ne se tinrent plus de joie. Ils célébrèrent une « avancée » de la démocratie. Ce fut juste une gargouillade (1).

On adore les « journées » nationales ou mondiales (de la femme, de l'emploi, du cancer...) qui donnent l'illusion de l'action décisive.

C'est ainsi que l'Assemblée de Strasbourg eut le 27 octobre sa « journée de la démocratie » lorsque le successeur de Romano Prodi, M. Barroso, annonça qu'il allait remanier son équipe pour ne pas risquer d'être rejeté par une majorité de députés.

On s'écria derechef que le Parlement européen faisait désormais jeu égal avec le Conseil : alors que les chefs d'État veulent faire prévaloir une logique nationale, les députés expriment des préférences au nom des peuples européens - tel était le schéma.

En l'occurrence, il s'agissait d'évincer un certain Rocco Buttiglione, qui avait tenu des propos sexistes et homophobes. Les députés verts et socialistes firent assaut du sens moral qui leur donne si joli teint et l'on crut discerner la naissance d'une « conscience européenne ». Ce faisant, on faisait mine d'oublier que les commissaires européens sont nommés par les États et que nul ne peut sans imposture évoquer un « parlement » qui donnerait l'investiture à un « gouvernement ».

Les peuples européens, surnommés vécurent dans l'exaltation jusqu'au 5 novembre - date à laquelle la nouvelle

liste fut publiée par M. Barroso. C'est alors qu'on s'aperçut que la dramaturgie révolutionnaire d'octobre s'achevait en mauvaise farce.

Certes, Rocco avait jeté l'éponge quelques jours auparavant. Mais la « nouvelle » équipe fait apparaître d'autres perversités, déjà étalées dans la première mouture : ainsi, le commissaire à la Concurrence, la Néerlandaise Neelie Kroes conserve sa place alors qu'elle a été membre de plusieurs conseils d'administration de grandes entreprises - ce qui fait craindre ce qu'on appelle pudiquement des conflits d'intérêts. Mais La Haye a décidé d'imposer sa candidate, de même que le gouvernement de Budapest n'a pas voulu renoncer au sien. La volonté des États, encore et toujours...

La seule nouveauté, c'est que Rocco Buttiglione sera remplacé par un autre italien, Franco Frattini, qui sera chargé de la justice et des affaires intérieures. Un proche de Silvio Berlusconi à la Justice ! Ce sera comme une bouffée d'air sicilien dans les bureaux de la Commission...

Après leur mouvement de menton, les démocrates-moralistes de Strasbourg ont déjà décidé d'accepter ce composé suspect, d'où sortira de nouvelles directives ultra-libérales. Odieux cabotinage...

Yves LANDEVENNEC

(1) Pas de danse.

Amérique accros

L'élection présidentielle américaine a révélé combien nous sommes dépendants des États-Unis comme d'une drogue dont nous ne pouvons plus nous passer. La présidence Bush a créé une espèce de *manque*. Beaucoup étaient prêts à saisir la moindre perche pour le combler. C'est lamentable. Et bien entendu c'est perdu.

La couverture médiatique de la campagne électorale de ce côté de l'Atlantique a atteint des sommets inimaginables. Le sort du monde s'y jouait. Nulles élections, entendait-on, n'auraient été plus décisives dans le siècle. L'erreur n'était pas tant que l'on idéalisait Kerry et que l'on diabolisait Bush, lesquels ne méritaient certainement ni cet excès d'honneur ni cet excès d'indignité. Ni que l'on surestimait le changement que la défaite de l'un et la victoire de l'autre pouvaient entraîner. Encore moins que l'on s'illusionnait sur une quelconque influence extérieure sur le résultat du scrutin, comme si l'Américain de base se souciait de l'opinion mondiale dans ses choix. Nos médias ont, jour après jour, scruté les cantons les plus reculés des États clés alors qu'ils ne le font pas dans leur propre pays et encore moins dans des pays amis ou pour des enjeux autrement décisifs comme l'Afghanistan ou l'Irak.

L'Américain le plus moyen, parfois pire qu'un électeur du Front National, nous devenait soudain un grand électeur.

Non, ce que révèle cette fixation obsessionnelle est notre incapacité à croire en nous-mêmes. Nous attendons à nouveau toutes les solutions d'un hypothétique miracle extérieur.

On a vu ressortir du bois les plus embusqués des atlantistes impénitents, les nostalgiques des étendards de Rocquencourt au temps où l'Otan avait ses quartiers généraux aux portes de Versailles. Ils se réjouissaient à l'avance que nous ne soyons plus en mesure de dire *non* aux Américains, de leur refuser quoi que ce soit. Tout cet écran de papier n'était destiné qu'à créer le climat dans lequel plus aucune diplomatie indépendante ne nous serait possible.

De l'élection américaine 2004 dépendrait selon d'aucuns la *chance* pour l'Europe et les États-Unis de *prendre ensemble un nouveau départ*? Uniquement par le vote des cols-bleus de l'Ohio ou les retraités de Floride. À ce que l'on sache, les Européens eux n'étaient pas appelés à voter ni pour élire un président américain promu président-directeur général du monde ou au moins chef de file d'un Occident mythique, ni surtout pour élire à cette occasion leurs propres représentants et encore moins pour se prononcer sur le sujet d'un *nouveau départ* d'une communauté de destin euro-américaine. Et les Américains ne votent pas plus sur une éventualité de ce genre.

La démocratie universelle n'est pas encore pour demain.

On ne voit pas en quoi l'élection présidentielle américaine, ni celle-ci ni une autre, devrait en être le prélude. Que chacun commence à être plus démocratique pour ce qui le concerne. L'Europe a ses propres échéances. Qu'elle s'y concentre sans chercher de nouvelles échappatoires en regardant ailleurs qu'en elle-même. Il n'y a pas d'avenir américain pour l'Europe, sinon il n'y aura plus d'Europe. Notre avenir sera celui que nous bâtirons ici et ne nous faisons aucune illusion, seuls. Personne ne le fera à notre place.

Le pire est à venir. Le succès de George W. Bush, avec de telles prémisses, risque de faire basculer dans l'anti-américanisme primaire les hommes et femmes de bonne volonté que l'on vient de conditionner en affirmant à l'avance que sa réélection serait catastrophique. D'autres, dont le pro-américanisme prime tout, oublieront allègrement Kerry pour se rallier basement à Bush, sous prétexte de légitimité démocratique. Il faut refuser l'un et l'autre. Pour n'avoir fondé aucun espoir particulier dans cette élection, nous ne sommes ni surpris ni déçus. Loin des pros et des anti, nous ne cherchons qu'à promouvoir une connaissance authentique de l'Autre. Car l'Amérique est bien l'Autre de l'Europe et non son même. Que l'on s'en persuade une bonne fois pour toutes pour ne pas rééditer en 2008 les mêmes errements qu'en 2004.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **ÉMIRATS** – Président des Émirats arabes unis depuis près de trente-trois ans, cheik Zayed ben Sultan al-Nayan est décédé à l'âge de 86 ans. C'est son fils cheik Khalifa ben Zayed qui a été élu pour le remplacer par le Conseil suprême des gouverneurs. C'est donc à nouveau l'émir d'Abou Dhabi qui devient président de la fédération. Dans l'émirat lui-même, c'est cheik Mohammed, frère du nouveau souverain, qui devient prince héritier. Le président Jacques Chirac, écoutant sa participation au sommet européen de Bruxelles, s'est rendu à Abou Dhabi pour présenter les condoléances de la France, il a salué la mémoire de l'émir défunt « *un homme de paix et de vision* » qui « *n'a cessé de promouvoir les vertus de compromis, de la raison et du dialogue.* »

♦ **GRANDE BRETAGNE** – La princesse Alice, l'une des doyennes du Gotha, vient de s'éteindre dans sa cent troisième année. Elle était la veuve du prince Henry, duc de Gloucester, troisième fils du roi Georges V et de la reine Mary, et était donc la tante de la reine Elizabeth II. Le porte-parole de Buckingham Palace a déclaré que « *la reine se souviendra avec gratitude des services rendus par la princesse Alice à la famille royale et au pays.* »

♦ **CAMBODGE** – C'est dans la ville de Phnom Penh en fête qu'ont eu lieu les cérémonies d'intronisation du nouveau roi du Cambodge, Norodom Sihamoni, dont les portraits avaient fleuri par milliers dans la capitale. Les cérémonies se sont déroulées pendant trois jours et ont commencé par des rituels bouddhiques et brahmaniques conférant un caractère sacré à la personne du monarque qui a ensuite reçu la bénédiction symbolique de son père Norodom Sihanouk. Lors du cérémonial de couronnement, le nouveau roi a prêté serment : « *Je promets de suivre la Constitution et toutes les lois du royaume du Cambodge et d'exercer ma fonction pour la prospérité de la nation et du peuple.* » Lui ont ensuite été présentés les attributs royaux : le trône, la tiare, l'épée et les écarpins. Il s'agissait en fait de copies symboliques de ces objets précieux, car les originaux, d'une valeur inestimable, avaient été volés sous le régime de Lon Nol. Tard dans la nuit les fêtes populaires se sont poursuivies, ponctuées de feux d'artifice et de spectacles de danses traditionnelles.

♦ **BURUNDI** – La candidature de la princesse Esther Kamatari, nièce de l'avant-dernier roi, à la prochaine élection présidentielle a provoqué un véritable émoi dans la classe politique qui tente de provoquer un véritable tir de barrage. On lui reproche pêle-mêle de vivre en France, d'avoir naguère été mannequin, de ne pas connaître les véritables problèmes de son pays et surtout d'être une femme... Face à ces attaques, la princesse oppose un front serein, forte de l'investiture que lui a donnée son parti et surtout de l'action humanitaire qu'elle mène depuis près de quinze ans.



docteur d'État en
mathématique et en
philosophie,
psychanalyste,
Daniel Sibony
construit de livre en

livre une œuvre qui porte sur le
désir, la perversion, la danse, le
théâtre (tout particulièrement
Shakespeare), le racisme...

Plusieurs de ses ouvrages sont
consacrés aux conflits entre les
trois religions monothéistes. La
réflexion qu'il publie sur l'énigme
antisémite se situe dans ce
prolongement. Elle mérite un
examen approfondi, assorti de
quelques remarques critiques.

Septembre dernier. Je
déjeune avec un ami,
journaliste connu, qui
me confie son désarroi :
« *J'approche de la
cinquantaine. Je suis né et j'ai
grandi dans une vieille famille
royaliste. À la maison, quand
on parlait de l'antisémitisme,
c'était pour dire que cela ap-
partenait à un passé à jamais
révolu. Je n'ai jamais compris
comment on pouvait détester
les Juifs et je ne comprends
toujours pas. Mais tu n'imagi-
nes pas le nombre de gens
haut placés dans les médias
français et dans la classe poli-
tique de droite et de gauche
qui affichent, en privé, un an-
tisémitisme virulent...* »

Le tout récent livre de Da-
niel Sibony s'adresse à cet
ami (1).

Ce « nouvel antisémitisme »
est tellement surprenant qu'on
tend souvent à le nier ou à en
réduire la portée. S'agirait-il
d'un mauvais procès intenté à
ceux qui critiquent la politique
israélienne ? De provocations
imbéciles de gamins irrespon-
sables ? De la colère de quel-
ques jeunes français issus de
l'immigration maghrébine qui
épousent la cause palestinien-
ne ?

Il y a débat sur ces points et
les statistiques officielles ré-
centes semblent rassurantes :
dans leur majorité, les actes
antisémites ne sont pas com-
mis par de jeunes musulmans

et certains auteurs de graffiti
nazis ne savent même pas qui
était Hitler... Mais l'appareil
statistique ne peut saisir le
murmure qui vise les juifs de
Wall Street, maîtres de la poli-
tique mondiale ou le complot
juif qui aurait fait échouer tel
candidat à la présidence de la
République. Il ne peut non
plus rendre compte des mani-
festations hystériques et vio-
lentes de l'antisionisme que
nous avons dénoncées ici
même lors des manifestations
« pacifistes » de l'hiver 2003.

Même si l'on peut se dispu-
ter sur l'ampleur du
phénomène, force est de con-
stater que l'antisémitisme,
qu'on croyait tout entier con-
tenu dans les groupes
d'extrême droite, s'est à nou-
veau répandu dans divers cer-
cles de la bonne société. S'in-
digner ne sert à rien. Avec
Daniel Sibony, il faut se faire
thérapeute et poser le bon
diagnostic.

La première chose à
comprendre, c'est qu'il n'y a
pas de « nouvel antisémi-
tisme » mais un phénomène
observable depuis l'Antiquité
égyptienne et romaine. Il y a
donc dans plusieurs civilisa-
tions un malaise grave ou plus
exactement un mal-être, une
souffrance dans la manière
d'être qui serait liée à l'exis-
tence du peuple juif.

Ce « symptôme authenti-
que » est vécu tantôt sur le

mode névrotique (celui de
l'injure et de l'agression),
tantôt « à la limite » : on
impute aux Juifs tout ce qui ne
va pas, tout ce qui défaille
- autrement dit tout ce qui est
ressenti en soi et autour de soi
comme une faille.

Or si c'est l'autre (« le
Juif ») qui est responsable de
ce qui va mal, qui est la cause
du mal, et en définitive le
Mal, il doit être maudit, rejeté
dans des ghettos ou expulsé
du territoire. Poussant ce rai-
sonnement jusqu'à l'extrême,
les nazis en conclurent qu'il
fallait les exterminer. Identi-
fier les Juifs à la faille, c'est
les vouer au sacrifice - hier à
Auschwitz comme aujourd'hui
par le passage à l'acte
terroriste.

Telle est la haine antisémite
qui agit comme une drogue
utilisée contre une douleur qui
a d'autres causes mais qu'on
continue d'utiliser, à doses
plus ou moins massives.

Pourquoi cette fixation sur le
peuple juif ? Sans doute parce
que, longtemps privés de
territoire, vivant parmi les
nations, les Juifs étaient à portée
de la main. Mais l'explication
est trop courte : maintenant
qu'ils ont un territoire
national, la haine flambe de
plus belle. Sans nier l'importan-
ce du conflit israélo-palestinien
(2), ni les accusations
portées par les catholiques et
les musulmans contre les

Symptôme

L'énigme antisémite

juifs (3), il faut se poser la
question essentielle : c'est
quoi, être Juif ?

Les réponses de Daniel Si-
bony retiendront tout
particulièrement l'attention de
ceux qui, comme nous, ont le
souci de la transmission, du
symbolique et du rapport com-
plexe entre identité et
différence.

Résumée à gros traits, cette
très fine pensée de l'être juif
fait ressortir que :

**Les Juifs sont des agents
de transmission** dans l'esprit
et selon l'Esprit, ce qui
n'empêche pas que cette trans-
mission soit effective : « *Elle
se déplace et déplace les Juifs
dans le temps des générations
et dans l'instant de la pa-
role* ».

L'objet de la transmission,
c'est la relation à Dieu (à
YHVH qui « *conjugue l'être
aux trois temps* ») qui symbo-
lise le rapport à l'être. Les
Juifs ont reçu, les premiers, la
parole divine gravée sur les
Tables de la loi : ils doivent à
la fois demeurer fidèle au
Texte fondateur et faire pas-
ser le message.

**La difficulté de la trans-
mission** tient à l'instabilité de
la situation du messager : il
maintient le rapport à l'être-
temps et il est comme tous les
autres hommes projeté dans la
temporalité historique ; il est
objet et sujet de la transmis-

me nite

sion : il préserve le message mais, en l'interprétant comme tout homme libre peut le faire, il le transforme.

Cette transmission est toujours ratée et jusqu'à présent toujours réussie : ça se transmet même si ce n'est pas tout à fait ça. C'est d'ailleurs l'expérience, jamais totalement heureuse, que les parents vivent avec leurs enfants. Dans ce qu'on transmet, il y a toujours du ratage, du manque – ce qui cause une souffrance plus ou moins vive car on voudrait (dans sa famille, en politique) que la transmission soit parfaite, que l'idéal soit exactement incarné.

Comme tous les êtres humains, mais souvent de manière plus consciente, les Juifs se tiennent dans l'entre-deux, proches de l'origine mais sans cesse en chemin, avec leur « identité cassée », assumant une différence qu'on leur reproche plus qu'à d'autres et qu'ils ne vivent pas de la même manière : certains juifs veulent l'effacer, d'autres la brandissent religieusement ce qui scandalise les rationalistes ; certains, religieux ou athées, s'identifient à l'État d'Israël alors que d'autres récusent le sionisme. D'ailleurs, Daniel Sibony s'en prend verbalement aux « *juifs de l'establishment* » et des médias, ainsi qu'à Edgar Morin...

Il n'empêche. Tous les Juifs demeurent les agents d'une

transmission symbolique, spirituelle et temporelle, dès lors qu'ils continuent à se dire juifs, même s'ils ne savent pas clairement ce que cela signifie : le mot, le nom, évoque la relation essentielle.

Il est donc facile de reprocher aux Juifs tout et le contraire de tout. On craint le juif errant, on réclame le juif territorialisé en Israël ; certains antisémites de droite souhaitaient qu'ils partent tous au Proche Orient mais beaucoup sont restés... ailleurs. On ne veut pas voir que cette errance est métaphysique, comme l'écrivait Vladimir Jankélévitch et que la création d'un État souverain implique la mise en œuvre de moyens militaires : dès lors, les Juifs inquiètent et surtout exaspèrent. Pas seulement pour des raisons circonstancielles ou sociologiques : la haine des Juifs est antérieure à la création d'Israël, à la diaspora, aux deux autres monothéismes. Et la théorie du bouc émissaire (qui assure que n'importe quel être « différent » dans son apparence peut être désigné à la vindicte publique) ne permet pas de comprendre pourquoi c'est surtout sur les Juifs que ça retombe.

Or Daniel Sibony montre qu'on reproche moins aux Juifs leur différence que leur identité instable, leur manière de transmettre un **Objet** dont ils ne sont pas propriétaires,

une vérité qu'ils ne possèdent pas, le fait qu'ils soient les plus proches de l'origine, les premiers à avoir reçu la parole divine.

Qui leur fait ces reproches ?

- Les croyants des religions qui sont venues après le judaïsme et qui voudraient que ce peuple à la nuque raide se convertisse (c'était l'exigence chrétienne) ou se soumette (c'est l'exigence

■ **Célèbre affiche antisémite appelant, pendant l'Occupation, les Parisiens à visiter une exposition de propagande antijuive.**

- Tous ceux qui rêvent d'une identité à la fois simple et totale et qui, ne trouvant pas en eux et dans leur communauté cette plénitude, jugent que les Juifs, avec leur « identité barrée » et leur questionnement infini, sont responsables de cette carence identitaire et de tous les problèmes non résolus.

D'où la solution finale décidée par les nazis qui vivaient, entre eux et par rapport à leur théorie raciste, une crise identitaire particulièrement aiguë... Mais aujourd'hui, toute collectivité en souffrance peut chercher à combler son manque, son déficit identitaire, par des pulsions de haine antijuive. Les déclamations horribles n'y changeront rien : l'antisémitisme est une pulsion qui a autant d'avenir que l'angoisse identitaire engendrée par la modernité.

À ce propos, il faut sans doute aller plus loin que Daniel Sibony ne le fait **dans ce livre**. Notre auteur accable l'Europe, comme si les armées russes, britanniques et françaises (et pas seulement les Américains) n'avaient pas délivré l'Europe du nazisme.

Il se fixe sur l'antisémitisme islamique, qu'il confond trop



souvent avec la haine antijuive propre à certaines sociétés arabo-musulmanes (la Turquie, où juifs et musulmans ont toujours vécu en bonne entente, n'est-elle pas l'alliée d'Israël ?). Ce qui ne signifie pas qu'il faille négliger son analyse du texte coranique.

Enfin, il serait souhaitable que Daniel Sibony consacre un prochain livre à l'attaque actuellement portée par les éléments de pointe de la modernité contre le lien familial contre la transmission elle-même, contre le symbolique en tant que tel : nouvelle forme d'antisémitisme, plus radicale que celles auxquelles nous sommes actuellement confrontés.

Maria DA SILVA

☞ (1) Daniel Sibony - « *L'énigme antisémite* », Seuil, 2004, prix franco : 14 €. Les expressions et phrases entre guillemets sont tirées de cet ouvrage.

☞ (2) Cf. Daniel Sibony - « *Proche Orient. Psychanalyse d'un conflit* », Seuil, 2003, prix franco : 20 €.

☞ (3) Nous ne pouvons entrer dans ce débat. Cf. Daniel Sibony, Pierre Lambert, Dalil Boubakeur et sous la direction de François Celier, « *Le choc des religions, Juifs, chrétiens, musulmans, la coexistence est-elle possible ?* », Presses de la Renaissance, 2004, prix franco : 18 €.

Papegai Lendemain de guerre

Précipitez-vous sur la Toile, tapez l'adresse ci-dessous (1) et vous allez tressauter ! Oui, vous, lecteurs de gauche, admirateurs de Bertrand Delanoë. Et vous, bienveillants Parigots qui croyez que le maire de Paris a restauré l'éthique et la démocratie, vous allez déchanter !

Dirigé par François Devoux du Buysson, *Le Perroquet libéré* est un bulletin de critique municipale qui concentre en peu de pages beaucoup d'informations solidement étayées, accompagnées de commentaires d'une insolence qui frise la témérité. Au fil des vingt-deux numéros publiés, les amis du virulent callopositte apprendront que le maire de Paris pratique comme son prédécesseur une politique ardemment clientéliste. Ce sont désormais les associations de gauche (notamment « Ni putes, ni soumises ») qui sont largement financées par les contribuables ainsi que les groupuscules homos et lesbiens. Le montant des subsides est publié : on découvre notamment que la mairie a accordé une subvention de 15 000 euros à « Cineffable », une association qui organise un festival du film lesbien interdit aux hommes – donc parfaitement discriminatoire.

Le maire et ses amis n'apprécient guère le bavardage du papegai. Toute tolérance oubliée, ils disent attendre avec impatience la loi réprimant l'homophobie pour traîner l'agaçant kakatoès en justice.

Cet oiseau de malheur (pour MM. Delanoë, Girard et Bloche) fera le bonheur des Parisiens – et des provinciaux amateurs d'impertinents volatiles.

Jacquot ROSALBIN

(1) www.leperroquetlibere.com

Connue pour ses reportages sur la Tchétchénie, Anne Nivat est partie, seule, sur les routes d'Afghanistan et d'Irak. Son immense mérite est de dire ce qu'elle a vu et entendu. Tout simplement.

Aller sur place. Parcourir les villes et les campagnes. Observer tous les milieux, écouter tous ceux et toutes celles qui parlent de leur famille, de leur parti, de leur clan. Passer d'une région à l'autre en empruntant divers moyens de transport – si possible collectifs. Rapporter ce que l'on a vu et entendu avec clarté et précision. Tel est le métier du grand reporter, humble et nécessaire.

L'évocation de ce travail difficile paraît banale. Mais ces reportages sur le terrain tendent à se raréfier. Trop d'enquêtes sont prédéterminées dans le bureau d'un rédacteur en chef. Trop de journalistes fabriquent leurs papiers au bar des grands hôtels et au sortir des réceptions d'ambassade (nous en connaissons quelques-uns) ou « bidonnent » allégrement sur des pays où ils n'ont pas mis les pieds.

Anne Nivat est le contraire de ces charlatans qui excellent à se mettre en scène dans des endroits « sécurisés ». Elle a vécu les guerres de Tchétchénie (1) parmi les combattants. Puis elle a parcouru l'Afghanistan et l'Irak (2), seule, vêtue de manière à se fondre dans la population, logeant chez l'habitant, mangeant avec lui et comme lui, parlant russe avec les Ouzbeks et les Tadjiks, anglais avec les Arabes et les Kurdes.

Dans quelle intention ? Découvrir deux pays qui vivent leur après-guerre, repérer les chemins que leurs peuples et

leurs dirigeants pourraient suivre ces prochaines années.

Rien de plus difficile. Ces lendemains de guerre, c'est encore la guerre civile – larvée en Afghanistan, ouverte et de plus en plus violente en Irak. Pour savoir « ce qui se passe vraiment », il faut accepter une vie inconfortable et s'exposer à maints périls : chauffeurs d'une folle audace, enlèvement, balles perdues, assassinat. Mais ces risques, courus avec une tranquille assurance, permettent de mesurer la complexité des situations et d'être saisi par les drames familiaux et les tragédies personnelles.

Le beau talent d'Anne Nivat, c'est d'emmener ses lecteurs là où ils ne peuvent aller : dans un autobus afghan, dans un taxi collectif sur la très dangereuse route qui relie Kaboul à Kandahar, à Mossoul, à Kirkouk et tout naturellement à Bagdad. Sa qualité éminente, c'est d'arriver sans préjugé et de partir sans nous délivrer une sidérante conception du monde. Jamais indifférente au malheur des peuples et à la destinée des êtres, elle relate avec exactitude les opinions et convictions d'un seigneur de la guerre afghan, d'un ancien taleb, d'un royaliste pachtoune, d'un intellectuel kurde, d'un membre de la résistance irakienne aux occupants américains...

Dans ce tableau riche de mille détails, ceux qu'on oublie d'ordinaire sont écoutés avec autant d'attention que les groupes et les personnages qui sont mis en scène par les

médias occidentaux. Contrairement à ce qu'on croit à Saint-Germain-des-Près, Massoud n'est pas glorifié par tous les Afghans, et surtout pas par les habitants de Kaboul ! On veut ignorer chez madame Mitterrand que les différents partis kurdes se promettent la guerre civile au cas où l'indépendance leur serait donnée. On se souvient tout à coup que l'Irak comprend aussi deux millions de Turkmènes persécutés par Saddam Hussein et aujourd'hui menacés par des Kurdes qui veulent s'emparer de Kirkouk, « cité de l'or noir » où la population turcophone est majoritaire... A Bagdad, on rencontre un frère dominicain trop intelligent et lucide pour tomber dans le piège de la guerre des religions et des civilisations.

Femme parmi les femmes, Anne Nivat détruit l'image de troupeaux de créatures enfermées dans leur condition malheureuse. Des femmes afghanes et irakiennes pensent, parlent, espèrent, luttent selon leurs propres enjeux et avec leurs propres moyens contre le retour de l'obscurantisme que les monarchies afghane et irakienne avaient naguère largement dissipé.

La distance du journaliste, être de passage, ne l'empêche pas de porter des messages d'espoir.

Sylvie FERNOY

(1) cf. « *Chienne de guerre* », Fayard, 2000 (Prix Albert-Londres) (prix franco : 19 €) et « *La guerre qui n'aura pas lieu* », Fayard, 2004 (prix franco : 16 €).

(2) Anne Nivat - « *Lendemain de guerre en Afghanistan et en Irak* », Fayard, 2004, prix franco : 22 €.

Qu'est-ce que l'autorité ?

elle était déjà la question posée par Hannah Arendt, sous un mode particulier, car il lui semblait que la réponse relevait de l'examen du passé, et non d'une modernité qui se définissait précisément par le congé donné à l'autorité. Le signe le moins équivoque de son effacement lui apparaissait dans le domaine de l'éducation où elle avait toujours été considérée comme une nécessité naturelle et la marque de « la continuité d'une civilisation constituée (1) ». Dès lors que le domaine scolaire échappait lui-même à cette révérence à ce qui est supérieur à soi, il n'y avait plus aucun obstacle à la disparition totale de la notion d'autorité : « Tous les modèles de relations autoritaires traditionnellement à l'honneur ont perdu leur plausibilité. » Désormais, on pouvait se demander si cette perte consubstantielle à l'évolution contemporaine devait être regrettée, fut-ce par vaine nostalgie, ou s'il fallait en faire son deuil pour entrer, sans complexes, dans un âge nouveau de l'histoire.

Les discussions actuelles autour de l'école, de la famille et de la violence sociale ont ranimé le débat au point d'attiser le regret de l'autorité perdue. Celles qui se développent autour du rapport Thélot obligent à revenir aux critiques d'Hannah Arendt et à sa perplexité sur la crise moderne de la culture. C'est pourquoi l'essai publié par Alain Renaut est venu exactement à son heure puisqu'il oblige - qu'on soit d'accord ou non avec ses positions - à examiner les problèmes réels sans nostalgie. Ou du moins en échappant à ses pièges. Résolument moderne - toute son œuvre passée constitue un plaidoyer continu en faveur de la révolution de l'individu - Renaut n'hésite pas à signifier son désaccord presque total avec Hannah Arendt. Certes, il se veut lucide, admet que « le parcours des sociétés démocratiques nous a fait perdre des ressources qui, dans la famille, à l'école ou ailleurs, ont eu leur incontestable fécondité, et ont été de puissants vecteurs de progrès. » Mais c'est pour mieux affirmer qu'il est vain de regretter un passé qu'on ne réinventera pas et qu'il est plus profitable de s'employer « à apporter au pouvoir du maître, au pouvoir du juge ou à tout autre pouvoir les étalements dont ils ont besoin pour ne pas s'écrouler sous les effets de la décomposition de l'autorité. »

Dans un climat démocratique qui n'admet plus l'inégalité de principe et promeut la liberté comme dispositif central des relations sociales, on voit mal, en effet, comment pourrait subsister le prestige d'un pouvoir qui serait doué d'un éclat venu d'ailleurs ou fondé sur une transcendance cosmométaphysique. Il n'y a plus désormais que des semblables ; impatientes de faire valoir leurs droits et n'acceptant que l'argumentation rationnelle comme seul horizon du vivre ensemble. Dès lors il n'y a plus que des pouvoirs démunis d'autorité, c'est-à-dire étroitement conditionnés et limités. Alain Renaut est trop sensible à la critique tocquevillienne de la démocratie pour ne pas analyser sérieusement tous les dysfonctionnements politiques, éducatifs, judiciaires, voire scientifico-techniques et médicaux d'un tel régime, tant il suscite ses propres contradictions et parfois sa perte dans les

aléas du technocratisme (le pouvoir des experts), la déresponsabilisation civique. Mais c'est toujours pour parier sur un surcroît de réveil éthique, toute attitude réactionnaire ne pouvant déboucher que sur des régressions impensables.

Qui ne lui donnerait raison à examiner le dossier historique de nos gains de responsabilité et du recul généralisé de la cruauté ? N'y a-t-il pas une trajectoire du progrès qui rend inadmissibles les procédés coercitifs d'antan, les punitions corporelles ainsi qu'une éducation conçue comme un dressage ? Il arrive, sans doute, que l'opinion effrayée par le désordre réclame des mesures drastiques et que les politiques eux-mêmes songent à durcir des dispositions législatives (jusqu'à revenir par exemple à des formes nouvelles d'écoles de correction). Mais au total, les nostalgies sont peu opérantes sauf à légitimer des régimes autoritaires aux méthodes totalitaires. De ce point de vue, l'argumentation d'Alain Renaut est solide et il a le mérite de balayer les illusions ou de mettre en évidence la faiblesse des rhétoriques sonores mais impropres à mordre sur nos réalités.

Cependant, le discours moderne n'est pas sans faiblesses, même si dans le cas de notre auteur, il se montre assez lucide pour prévenir les objections les plus fortes : « Quand nous inculquons à un enfant les grands principes du respect d'autrui, nous lui transmettons ce que nous savons, avec le sentiment de relayer des acquis aussi peu négociables en matière de civilité et même de civilisation que lorsque nous lui apprenons, là encore comme autant d'acquis, les règles de la grammaire ou les tables de multiplication. » Une telle concession se trouve d'emblée limitée et fragilisée par l'idéal d'autonomie dont l'enfance elle-même se trouve inspirée. Mais ce conflit nous ramène, néanmoins au désaccord qui oppose Alain Renaut à Hannah Arendt et qui résiste à tous les modernismes triomphants.

En effet, Hannah Arendt insiste sur une dimension que n'ignore pas Alain Renaut (nous venons de le voir) mais sur laquelle il glisse trop rapidement. « Nous sommes en danger d'oubli, écrit Arendt, et un tel oubli - abstraction faite de richesses qu'il pourrait nous faire perdre - signifierait humainement que nous nous priverions d'une dimension, la dimension de la profondeur de l'existence humaine. » Un des points les plus décisifs du débat autour du rapport Thélot ne concerne-t-il pas la culture dans sa dimension de profondeur et dans sa transmission. C'est bien le lieu de revenir à ce qui dans l'autorité et la tradition relève d'un surplus ou même d'une transcendance sans lesquels les choses les plus délicates de l'humanité sont dédaignées. N'y a-t-il pas quelque abus à vouloir interrompre la chaîne de transmission et le prestige de l'autorité au cœur d'une histoire où l'éducation est puissance d'humanisation ? L'école la plus moderne n'est-elle pas (ou ne devrait-elle pas) être tributaire de l'idéal humaniste qui trouve son modèle dans l'Antiquité ? Faut-il se résoudre, comme le craignait Henri-Irénée Marrou (2), à ce que le consumérisme technique efface l'homme en soi auquel s'attachait la culture classique ? Que restera-t-il alors de ce qu'il y a de plus déterminant dans l'idéal démocratique ? À moins que le semblable soit décidément l'homme sans qualité.

par Gérard Leclerc



☐ Alain Renaut - « La fin de l'Autorité », Flammarion, prix franco : 20 €.

☐ (1) Hannah Arendt - « La crise de la culture », Folio-essai n° 113, prix franco : 9 €.

☐ (2) Henri-Irénée Marrou - « Histoire de l'éducation dans l'Antiquité », Points Seuil (2 volumes), prix franco : 17 €.

Rousseau

Rencontre Bernardin de Saint-Pierre, recopier des partitions musicales, flâner dans la nature et herboriser, telles sont les principales « distractions » de Jean-Jacques Rousseau lorsque, entre 1771 et 1773, il rédige ses fameuses *Lettres élémentaires sur la botanique* destinées à la jeune et séduisante Madeleine-Catherine Delessert.

Dès 1767, il souhaite écrire « un livre vraiment élémentaire, dans lequel un homme qui n'aurait jamais vu de plantes pût parvenir à les étudier ».

Conçues dans un but essentiellement pédagogique, ces *Lettres*, s'attachant aux fleurs, enseignant avec ordre et méthode les bases de la botanique. La phrase se fait chaleureuse, tendre, affectueuse, se teinte d'humour. Il voit ainsi dans le chardon une plante de si mauvaise humeur.

« Prenez une de ces petites fleurs qui, dans cette saison, tapissent les pâturages, et qu'on appelle ici pâquerettes, petites marguerites ou marguerites tout court. Regardez-la bien... » : c'est le livre de la nature qui s'ouvre devant nos yeux émerveillés.

Dans ces pages, peut-être les plus méconnues de son œuvre, Jean-Jacques Rousseau nous enseigne qu'« il y a un art de regarder les choses et que cet art, celui de la botanique, empreint qu'il est de morale, de solitude et de rêverie, est capable, tout comme la musique, de nous réconcilier avec nous-même et avec le monde. »

Michel TACK

▣ Jean-Jacques Rousseau - « *Huit lettres élémentaires sur la botanique à Madame Delessert* », Mercure de France, coll. Le Petit Mercure, 96 pages, prix franco : 4 €.

Blondin sinon rien

Pari gagné pour Alain Cresciucci (1) : il nous propose une biographie de ce germanopratin prisonnier de sa légende, célèbre pour ses échappées sur le Tour de France, qu'il nous restitue dans toute son authenticité.

Antoine Blondin avait du talent. Il a su créer un style qui fait de lui un écrivain de qualité. Son biographe nous explique comment son écriture s'est progressivement façonnée tout au long de son œuvre pour devenir une sorte de musique « mélancolique, mais comme le quatuor en ré mineur de Schubert, on dirait que la peine y porte en elle-même sa consolation », comme le souligne si bien Jean Mistler dans *L'Aurore* du 11 septembre 1959 lorsqu'il présente le *Singe en hiver* qui passe pour être son meilleur roman.

Et puis, il existe un autre style : celui du journaliste politique ou sportif. Il se montre alors incisif ou provocateur, comme dans cette première chronique donnée à *l'Équipe* le 14 avril 1954 à propos d'une défaite de l'équipe de France de football où il évoque nos joueurs « petits rentiers, parcimonieux dans l'effort, soucieux de ne pas en faire un peu trop... Mais toujours bernés. » Dans ses chroniques du Tour de France, Blondin essaie toujours d'entrer en sympathie avec ses héros, exaltant tour à tour les champions comme les obscurs du peloton, se forgeant une devise qu'il s'applique en toute circonstance « le vainqueur, le vaincu et moi sommes trois. J'apporte à leur dialogue le support et le fixatif indispensable. »

Mais ce style finira par se défaire suivant en cela sa déchéance. Il n'était plus capable à la fin de sa vie que de

produire une prose saccadée, sans relief. Alain Cresciucci le suit pas à pas dans l'itinéraire de sa vie, des pensionnats de son enfance, en passant par le phalanstère familial et le STO en Autriche, pour le retrouver dans les boîtes à la mode, noctambule impénitent se perdant dans les brumes de l'alcool. Au-delà de l'anecdote, il esquisse un portrait psychologique : Blondin n'a jamais su quitter les rivages de l'enfance dont il conservera toujours la nostalgie. Pour reprendre cette belle formule de Jean Cocteau dans le *testament d'Orphée*, Blondin se montre certainement « coupable d'innocence », incapable d'appréhender la réalité sans anxiété et sans rêve. Le biographe touche là le cœur de cette légende, entretenue par Blondin, qui n'apparaît pas comme une esthétique de la vie ou une forme de dandysme, comme chez un Montherlant, l'un de ses protecteurs lors de ses débuts littéraires, mais comme un mécanisme de défense contre sa difficulté d'exister.

L'univers de Blondin ne peut se comprendre sans aborder ses nombreuses amitiés qui jalonnent son existence. Il serait trop long d'en faire ici un recensement. On n'évoquera seulement ici que l'éclairage que nous donne son biographe sur le groupe des *Hussards*, dont Blondin passe pour être l'un des pères fondateurs. En fait, il s'agit de l'attachement ponctuel de quelques écrivains à la revue de la *Table Ronde* au début des années cinquante et de leur refus des lourdeurs du

nouveau roman et de son formalisme. Ils apparaissent comme les défenseurs du roman néoclassique, étrillés par l'avant-garde de l'époque en des termes particulièrement violents. Bernard Frank qualifie ainsi l'œuvre de Marcel Aymé, l'ainé chéri des *Hussards* : « Il faut avoir le goût gâté, les dents pourries, l'haleine fétide pour se couler dans ces histoires qui ont le sordide des mauvais films italiens ». Mais il n'existait pas de véritable solidarité entre ces personnalités très différentes : par exemple, Jacques Laurent et Roger Nimier ne s'appréciaient guère. Ils ne se retrouvaient en fait qu'en des circonstances bien précises comme pour le soutien accordé par les *Hussards* à Michel Déon et à Charles Orenge lors de la réédition de *L'Amour vagabond* d'André Fraigneau en 1956.

L'étiquette politique droitiste collée aux *Hussards* apparaît également réductrice : elle ne correspond pas toujours aux réalités des convictions d'Antoine Blondin qui exprime sa sympathie et son admiration pour François Mitterrand qui le recevra en 1987 à l'Élysée.

Au final, Alain Cresciucci nous invite à réévaluer la production romanesque de Blondin qui peut rejoindre nos classiques du XX^e siècle. Son œuvre n'apparaît pas « mince », comme il le soutient dans *Monsieur Jadis* par dérision, et Blondin n'est pas qu'un cancre surdoué et bagarreur.

Jacques DUCONSEIL

▣ (1) Alain Cresciucci - « *Antoine Blondin* », NRF Gallimard, 533 pages, prix franco : 29 €.

▣ Les principaux romans d'Antoine Blondin ont été réédités en un volume dans la collection *Bouquins* (prix franco : 23 €).

CONSEIL NATIONAL

La prochaine réunion du Conseil national de la NAR se tiendra à Paris, le dimanche 28 novembre. Merci aux membres du Conseil national de prendre note de cette date.

CONGRÈS

Le Congrès annuel de la NAR se tiendra les 19 et 20 mars 2005. Rappelons que tous les adhérents de la NAR peuvent participer au travail des commissions (le 19 mars). Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action d'adhérer à la NAR (formulaire envoyé sur simple demande). Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, "La réforme des corps centraux de l'État" et, d'autre part, "Le démantèlement du droit social".

Merci de noter cette date sur vos agendas.

SOUSCRIPTION

Nous remercions tous ceux de nos amis, qui, sans attendre l'ouverture de notre souscription annuelle, nous font parvenir régulièrement l'aide financière qui nous permet de poursuivre notre action.

2^e liste de souscripteurs

Jean Bastaire 50 € - Françoise Baudin 50 € - Djamel Boudjelal 8,38 € - Michel Conterno 50 € - Guy Delranc 20 € - Michèle Dutac 7,24 € - Patrick Jacques 7,62 € - Guy Leclerc-Gayrau 10,29 € - Yolande de Prunel 50 € - Daniel Rietsch 60 € - Raymond Tavernier 5 €.

Total de cette liste : 318,53 €

Total précédent : 351,53 €

Total général : 670,06 €

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste> et www.narinfo.fr.st (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● Mercredi 17 novembre : Au Cambodge, Norodom Sihamoni a pris sa retraite et c'est un de ses fils qui a été élu à l'unanimité par le Conseil de la couronne. Qui est Norodom Sihamoni, nouveau roi d'un peuple riche d'une civilisation vieille de plus de deux mille ans ? Quelle situation politique cet ancien ambassadeur auprès de l'Unesco a-t-il trouvée en retournant dans son royaume ? Homme de culture, le nouveau souverain est-il en mesure d'accompagner les mouvements de l'histoire cambodgienne ?

Nous avons demandé à notre ami Robert GESNOT, fin connaisseur du Cambodge qui a eu de nombreuses conversations avec le nouveau roi (cf.

Royaliste n° 846) de nous présenter « Le royaume du Cambodge à l'orée du XXI^e siècle ». La réunion se tiendra en présence de Son Excellence Yao Chant Rith, ambassadeur itinérant du roi, et de plusieurs amis cambodgiens.

● Mercredi 24 novembre : Professeur agrégé, Géraud POUMARÉDE enseigne à l'université de Paris XII. Spécialiste de la question d'Orient, il vient de publier un nouvel ouvrage historique, « Pour en finir avec la croisade », qui constitue une mise en point majeure dans les controverses actuelles sur l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne.

Faut-il vraiment inscrire ces controverses dans la continuité d'un conflit de culture religieuse et de civilisation qui aurait radicalement opposé une Europe chrétienne à des Ottomans tout entiers animés par la foi musulmane ? Peut-on, en étudiant la perception de la menace turque dans une partie de l'ouest européen, parvenir à une compréhension plus juste et plus fine des relations entre « L'Europe, le Pape et les Turcs » et mieux discerner les véritables rapports de force entre les puissances européennes ? Un éclairage historique indispensable, loin des polémiques ordinaires.

● Mercredi 1^{er} décembre : En une période où les conceptions religieuses font l'objet de vifs débats, il importe, du point de vue laïque qui est le nôtre, de bien identifier les filiations. Ainsi, l'histoire du catholicisme français échappe à l'opposition entre le progressisme et l'intégrisme comme le montre Corinne BONA-FOUX-VERRAX dans l'ouvrage qu'elle consacre à la Fédération nationale catholique (cf. Royaliste n° 845). Ce mouvement, qui rassemble avant la Seconde Guerre mondiale plus de deux millions d'adhérents, paraît s'inscrire dans une tradition clairement réactionnaire. La FNC est bien « A la droite de Dieu », mais elle approuve la condamnation de l'Action française par le Vatican et récuse l'antisémitisme. Son président, le général de Castelnau, antimunichois et hostile à l'armistice de 1940, participe à la Résistance... En compagnie de notre invitée, nous allons relire une page surprenante de l'histoire du catholicisme - et de la France.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

ADHÉSION

appréciation de chacun. La question financière ne devant pas devenir un obstacle à l'adhésion à la N.A.R.

Quant à nos lecteurs qui ne sont pas encore adhérents, nous les engageons vivement à prendre leur carte. C'est

encore la manière la plus utile de nous aider, de renforcer la N.A.R., de rendre notre action plus efficace et de faire croître notre audience. Sur un simple appel téléphonique (01.42.97.42.57) nous vous enverrons la documentation nécessaire.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

Adresse électronique :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

De la misère en milieu étudiant

A l'émotion provoquée par la mort de l'ourse Cannelle s'est ajoutée la réélection de George W. Bush, douloureusement ressentie par la haute classe journalistique qui misait sur le candidat démocrate. Si bien qu'il n'y avait plus guère de place, dans les principaux médias, pour évoquer la campagne lancée par le Secours populaire français et la Fédération des associations générales étudiantes (FAGE) « contre la précarité étudiante ».

Le sujet méritait pourtant qu'on s'y arrête – au moins pour manifester la compassion qui est de mise lorsqu'un village de toile est inondé par la crue d'un torrent. Or, sous ses différentes formes, la misère en milieu étudiant touche une population qui équivaut à celle d'une ville moyenne.

En France, que la gauche ou la droite soient au pouvoir, que la croissance soit nulle ou mollement rebondissante, cent mille étudiants (sur 2,2 millions) vivent dans la précarité. Parmi eux, plus de vingt mille subissent un état de « pauvreté grave et durable » et des étudiants de plus en plus nombreux sont obligés de prendre un travail (mal) rémunéré pour survivre – ceci au détriment de leurs études. Encore mal connues, les conditions d'existence de nombre d'étudiants étrangers seraient pires.

Qu'on ne crie pas au misérabilisme ou à la récupération politicienne d'un « problème préoccupant ». Certes, le gouvernement peut faire valoir que 30 % des étudiants reçoivent des bourses sur critères sociaux – entre

autres aides dont ils bénéficient. Reste le constat, que l'on trouve année après année dans divers rapports officiels : cent mille personnes étudient dans de très mauvaises conditions et, parmi eux, beaucoup mangent très mal et trop peu.

Ceci dans un des pays les plus riches du monde.

Le gouvernement n'a pas réagi à la campagne menée par le Se-



cours populaire et la FAGE qui collectent auprès des étudiants des tickets de restaurant universitaire afin de les distribuer aux plus démunis. Selon la doctrine du milieu dirigeant, il est normal de laisser jouer la solidarité étudiante de même que l'entraide entre les classes moyennes et les classes pauvres – mise en place voici vingt ans sous l'égide de la gauche. L'administration privée et bénévole de la pauvreté de masse permet de faire des économies budgétaires. Que ces gains soient ensuite dilapidés dans les pratiques du népotisme est une autre affaire...

Bien entendu, personne n'est dupe de ces négations éhontées des principes du droit et des lois. Ni les associations caritatives, ni

les centres sociaux universitaires, ni les étudiants... Mais cette lucidité ne dérange en aucune manière les dirigeants du pays puisque les groupes contestataires et les syndicats étudiants ne parviennent plus à mobiliser des jeunes gens trop occupés à passer leurs examens et à assurer leur subsistance.

Du point de vue de l'oligarchie, tout va pour le mieux. La morale régit les rapports sociaux (la solidarité est censée compenser le retrait de l'État social) et de dures conditions de travail et d'existence permettent de sélectionner les employés supérieurs qui assureront l'encadrement des travailleurs de rang modeste. La reproduction de l'élite au pouvoir se fait quant à elle dans ces « pôles d'excellence » que constituent les grandes écoles.

Ce qui ressemble à un mauvais roman marxiste est un plan qui figure dans les ouvrages de référence des technocrates ultralibéraux. Ils auraient tort de se gêner puisque tout se passe hors des procédures démocratiques et sans que les rues des villes universitaires soient troublées.

L'erreur des oligarques est de croire que, dans les pays développés, le mouvement de l'histoire s'est achevé dans le marché mondialisé. Tel n'est pas le cas aux États-Unis. En Europe, aucune caste ou classe dirigeante n'a pu longtemps agir sans se soucier des souffrances et des aspirations de la majorité de la population. La génération « libérale-libertaire » qui détient le pouvoir culturel n'est plus en phase avec la société et les oligarques de droite et de gauche sont discrédités – quand ils ne sont pas haïs. L'absence d'issue politique à ce conflit majeur est à tous égards périlleuse.

Bertrand RENOUVIN